

U. N. E. F. : Campagne de revendications budgétaires

L'UNION Nationale des Etudiants de France a lancé, cette semaine, une campagne revendicative sur le budget de l'Education nationale. Les buts de cette campagne ont été exposés par Pierre Gaudez, président de l'U.N.E.F., au cours d'une conférence de presse tenue le lundi 23 mai.

Au congrès de Lyon, le mois dernier, le syndicat étudiant s'était fixé trois objectifs principaux pour l'année à venir : action pour la paix en Algérie, réforme de l'enseignement et, en particulier, de l'enseignement supérieur, revendication budgétaire. « *Il est impossible de séparer ces trois objectifs* », affirme un document de l'U.N.E.F., consacré au budget 1961. La période actuelle n'est pas favorable à une action de l'U.N.E.F. « *Mais, sans plus attendre, nous avons tenu à jeter un cri d'alarme* » a dit Pierre Gaudez.

L'année 1961 sera la dernière année de réalisation du second plan d'équipement universitaire et scolaire appelé Plan Le Gorgeu qui a défini les besoins à satisfaire en première urgence en matière de constructions et de personnel enseignant.

Pour l'ensemble des besoins d'équipement de l'Education nationale le Plan demandait en première urgence 954 milliards d'anciens francs. Entre 1957 et 1960, 600 milliards seulement ont été investis. Un retard de 106 milliards a été pris en deux ans. Il faudrait donc investir, en 1961, 354 milliards, c'est-à-dire environ le double du budget de 1960. Pour le seul enseignement technique, le budget de 1961 devrait prévoir 105 milliards d'investissements.

En ce qui concerne les effectifs du corps enseignant, il manque, par rapport au Plan Le Gorgeu, 2.200 postes dans le 1^{er} Degré, 3.266 dans le Secondaire, 6.139 dans le Technique. Dans l'enseignement supérieur,

ce sont plus de 2.200 postes qui seraient à créer pour répondre à une évolution des effectifs qui a déjà, dans les faits, dépassé les prévisions.

En cette dernière année du Plan, ou bien des efforts seront faits pour rattraper ce retard, ou bien la politique à la petite semaine continuera d'être la règle. En 1970, il faudra accueillir 10 millions de jeunes à l'école et pour cela créer des locaux et recruter 200.000 enseignants.

« *Cela, a conclu le président de l'U.N.E.F., le Gouvernement ne semble pas l'avoir compris, ou s'il l'a compris, il en tire des conclusions opposées aux nôtres :*

— *il préfère laisser des professeurs sans formation valable envahir l'Université plutôt que de former des professeurs capables d'éveiller l'esprit des jeunes ;*

— *il préfère laisser la psychologie et les sciences humaines à d'autres mains qu'à celles de l'Université ;*

— *il préfère laisser les entreprises former les cadres techniques dont elles ont besoin en fonction de leurs exigences propres et non des exigences d'une véritable économie nationale et humaine plutôt que d'adapter l'enseignement supérieur à cette tâche qui lui revient en propre parce qu'il est capable de faire cette formation avec l'autonomie nécessaire ;*

— *il préfère laisser l'école privée prendre la place et le rôle qui reviennent à l'Education nationale.*

« *La perspective de dix millions de jeunes à l'école en 1970 devrait être pour nous tous quelque chose d'exaltant. Les retards accumulés, la préparation du budget 1961, les démissions gouvernementales, nous amènent cependant à regarder l'avenir comme alarmant.* »